



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 350 du 22 septembre 2024

Au sommaire :

- **Barnier, Premier ministre d'un gouvernement intérimaire, sans majorité, dépendant du bon vouloir de Le Pen...** - *Yvan Lemaitre*
- **Guerres d'Israël, d'Ukraine, une escalade guerrière sans fin sous l'égide des Etats-Unis et de l'Otan-** *Galia Trépère*
- **Des violeurs en série dont Gisèle Pélicot a été la victime à l'abbé Pierre, la violence du patriarcat au cœur de la société capitaliste et de toutes les religions** - *Christine Héraud*

Barnier, Premier ministre d'un gouvernement intérimaire, sans majorité, dépendant du bon vouloir de Le Pen...

Le mercato ministériel est donc, momentanément, clos avec un retard sur le début de la saison mais le club de la réaction a quelques difficultés à se répartir les postes et les sinécures et manque aussi d'enthousiasme, plus personne ne croit à l'avenir du manager. Même si ce gouvernement, coalition de perdants recrutés dans les fonds de tiroir de la droite la plus rance à l'image de Retailleau, n'est plus démissionnaire, son avenir est des plus hypothétiques. L'attelage est tellement incertain que Barnier a eu besoin d'inventer un ministère délégué à la coordination gouvernementale !

Aussi réactionnaire et anti-ouvrière, antisociale, xénophobe que sera sa politique, son sort dépend du bon vouloir et des choix du RN qui cherchera à le plier à sa politique pour le démettre, le moment venu, en fonction de ses calculs électoraux.

Sa chance est que ses rivaux si ce n'est adversaires parlementaires n'ont pas envie de déclencher réellement la bataille. Ils sont eux aussi trop soucieux de maintenir une certaine stabilité en attendant les prochaines législatives, les municipales et la présidentielle tout en jouant leur rôle d'opposants.

En réalité, du point de vue du monde du travail, ces jeux et marchandages parlementaires ne changent pas grand-chose. La vie sociale leur est en réalité étrangère, déconnectée de la décomposition d'un monde politique où les ambitions personnelles, les appétits de pouvoir et de privilèges l'emportent sur tout et qui n'éprouve même plus le besoin de se prévaloir de l'intérêt général. La marchandisation parlementaire participe de la marchandisation du monde, pour eux tout est marchandises et profits, même... eux et leur fonction... Ils sont déconsidérés et c'est toute la machine parlementaire, leur démocratie, cette machine à dupes le peuple qui s'enraye.

Gouvernement ou pas, gouvernement démissionnaire ou sans majorité, l'État, sa haute administration, sa police et son armée continuent d'assurer l'ordre capitaliste à tous les niveaux, en particulier répressif. En Nouvelle Calédonie, dans la nuit de mercredi à jeudi, deux Kanaks indépendantistes ont été assassinés par la gendarmerie. En Martinique, la légitime colère des plus déshérités face à la vie chère -les produits de première nécessité y sont 40 % plus chers qu'en Métropole-, se heurte à la même répression coloniale. Le couvre-feu y a été décrété, une compagnie de CRS appelée en renfort, les manifestations interdites.

Les politiciens se battent pour les postes et le pouvoir, l'État assure l'ordre.

Le problème pour la bourgeoisie, c'est que cette faillite parlementaire lève le voile dit démocratique sur son pouvoir de classe mis à nu, le pouvoir du CAC40.

L'agitation de la gauche parlementaire est tout aussi dérisoire. Mélenchon a bien lancé une procédure de destitution de Macron qui ne réglerait rien même si elle avait la moindre chance d'aboutir. D'ores et déjà le PS a annoncé qu'il ne la voterait pas !

Les différentes composantes du NFP mettent, il faut dire, un zèle très particulier à afficher leurs divisions tout en jurant leurs grands dieux qu'ils veulent à tout prix préserver l'unité. Tout est jeu de rôle et... de dupes en fonction des intérêts électoraux et parlementaires de chaque appareil face à ses rivaux.

« *Le premier des voleurs, c'est quand même Emmanuel Macron, champion olympique du piratage des urnes de la République* », a dénoncé le secrétaire national du PCF, Roussel, lors de son meeting à la Fête de l'Humanité pour s'exclamer « *mettons fin à la dictature de la finance ! Et pour cela, mettons au pouvoir l'union de la gauche et les*

Jours heureux » pour défendre « *un véritable programme de reconstruction nationale* ». Et, dans le même temps, il invite et fait applaudir Villepin, politicien gaulliste de droite, et il est le seul dirigeant du NFP à avoir répondu à l'invitation de Macron, mardi dernier, dans le cadre des « consultations » organisées par Matignon !

LFI n'avait d'ailleurs pas été invitée, LFI qui n'était pas, semble-t-il, l'invitée d'honneur de la fête de l'Huma où la polémique Ruffin-Mélenchon a été complaisamment médiatisée, le même Roussel en profitant pour apporter sa petite pierre à la campagne anti-Mélenchon...

Au sein du NFP, les jours heureux, c'est pas pour demain. Les illusions nées lors des dernières législatives cèdent la place à la colère, l'envie de comprendre voire d'une réelle alternative dont chacune et chacun soient les acteurs.

En réponse à l'irresponsabilité des politiciens, les syndicats se veulent garants de la stabilité par le dialogue social

La fête de l'Huma a aussi été l'occasion de la mise en scène par la direction de la CGT et le Medef du dialogue social par l'organisation d'un débat fort courtois entre Sophie Binet et le patron du Medef Martin. « *C'est essentiel dans la situation dans laquelle se trouve le pays, qu'en assumant leurs désaccords, les partenaires sociaux et tous les acteurs de la vie publique [...] ne se livrent pas à ce jeu que je trouve extrêmement dangereux de l'anathème, de l'insulte et de la fracturation* », a expliqué Martin à l'issue du débat alors que Binet soulignait l'importance du « *débat contradictoire et de l'échange d'arguments* », pour « *montrer qu'on ne laisse pas le monopole de la question économique au patronat* ».

La direction de la CGT voit dans la mascarade parlementaire l'occasion de s'imposer comme facteur de stabilité, c'est-à-dire montrer sa capacité à canaliser le mécontentement des salariés à travers le dialogue social.

La CFDT argumente de la même façon pour justifier, elle, qu'elle ne manifesterait pas le 1^{er} octobre, en expliquant que face à la « *crise démocratique* » et au risque de « *blo-cage politique* », « *les partenaires sociaux auront la responsabilité de bâtir des compromis alliant progrès social, transformation écologique et solidité économique* ». CGT et CFDT, chacune à sa manière, affichent leur disponibilité face au gouvernement Barnier qui ne manquera pas de rechercher un contrepois face au RN par le « *dialogue social* » avec les syndicats.

L'austérité pour que les profits et le capital prospèrent

Le problème, c'est que contrairement à ce que l'Humanité voudrait laisser croire, le grand patronat n'est pas dans le dialogue mais bien à l'offensive et se prépare à une vague de licenciements et de nouvelles attaques contre les conditions de travail et les salaires. La comédie du dialogue social, pardon de « *la démocratie sociale* » selon Binet, a pour fonction de paralyser le monde du travail dans la lutte des classes afin de concentrer toujours plus de richesses entre les mains d'une minorité parasite et

nourrir les dividendes. En France, en 2017, les 500 plus grandes fortunes possédaient l'équivalent de 20 % du PIB, c'est-à-dire 20 % des richesses produites en un an. Aujourd'hui, c'est 45 % ! Si la part des revenus du travail baisse dans le monde, on ne peut pas en dire autant de celle du capital. L'Europe est particulièrement bien placée du point de vue de la répartition mondiale des dividendes. Elle enregistre une progression de 7,7 %, grâce à des montants records en France, en Italie, en Suisse et en Espagne. La France affiche à elle seule 58,6 milliards de dollars sur les 204,6 milliards absorbés par les actionnaires.

A l'opposé, le nombre de travailleurs pauvres qui exercent un emploi mais disposent d'un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté est en augmentation, 1,1 million de personnes.

Des chiffres qui devraient éclairer les débats sur le déficit budgétaire et le prochain projet de loi de finances en France, alors que tout indique que le gouvernement de Barnier prépare une cure d'austérité pour ramener le déficit des finances publiques en dessous de 3 % du PIB. La réponse est simple, arrêter les subventions au grand patronat, abolir la dette, créer un service public bancaire sous le contrôle des travailleurs et de la population.

Face à ce gouvernement réactionnaire en sursis ne nous laissons pas paralyser par leur propre panique

Barnier comme ses ministres sont des intérimaires dont le contrat peut arriver à tout moment à terme selon les choix de leurs collègues parlementaires soucieux d'occuper la place. Leur seule force est que patronat, politiciens, bourgeois petits et grands, syndicalistes craignent tous que la colère populaire ne s'engouffre dans la brèche pour bousculer le système voire renverser la table.

Les travailleurs, les femmes, les jeunes n'ont, eux, aucune raison de craindre l'aggravation de la déroute parlementaire et de se laisser paralyser par les discours paniquards des possédants et des riches sur le déficit budgétaire et la dette. Ils veulent imposer l'austérité, bloquer les salaires, licencier pour continuer d'accumuler des fortunes par notre exploitation, fortune qu'ils jouent au casino boursier pendant que l'Etat dépense des milliards pour les subventionner et pour la guerre au profit de Dassault, Thalès and co. Nous avons toutes les raisons de dire non, de refuser cette politique réactionnaire dont nous faisons sans cesse les frais.

Leur crise politique, leur crise de la dette sont des expressions de la faillite de leur système corrompu au service d'une minorité parasite qui vit de l'exploitation du plus grand nombre, des travailleurs et des peuples, un système injuste et inhumain, anarchique qui entraîne le monde dans la guerre, la crise économique et écologique alors que l'humanité est aujourd'hui, pour la première fois de l'histoire, en capacité de réaliser le vieux rêve de construire un nouvel ordre social et économique fondé sur la coopération mondialisée de travailleurs et des peuples.

Yvan Lemaitre

Guerres d'Israël, d'Ukraine, une escalade guerrière sans fin sous l'égide des Etats-Unis et de l'Otan

Les attaques terroristes menées par Israël contre des milliers de membres du Hezbollah les 17 et 18 septembre en faisant exploser simultanément leurs bipeurs mardi et leurs talkies-walkies mercredi alors qu'ils pouvaient se trouver dans des lieux publics, ont semé le chaos à Beyrouth et l'effroi parmi la population libanaise. Ces attentats préparés minutieusement depuis des mois ont causé la mort de 39 personnes et en ont blessé près de 3000.

« *Ce qui s'est passé pourrait être qualifié de déclaration de guerre. Nous ne tomberons pas. Nous deviendrons plus forts. Nous nous préparons à affronter pire. [...] Le châtement viendra.* », a déclaré le lendemain le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah alors que l'aviation israélienne avait lancé dans la nuit précédente des frappes contre 7 sites de la milice au Liban sud et ses avions de chasse franchi le mur du son au moment de son allocution. Vendredi, c'est le chef d'une unité d'élite du Hezbollah et son second qui ont été assassinés par une nouvelle frappe israélienne sur la banlieue sud de Beyrouth, qui a fait 45 morts dont 16 cadres du Hezbollah et des dizaines de blessés.

Les dirigeants américains ont assuré n'y être pour rien et font assaut d'efforts diplomatiques hypocrites. Macron affichant le même cynisme voudrait faire croire qu'il est possible d'éviter la guerre alors que ces opérations terroristes visant à désorganiser les chaînes de commandement du Hezbollah préparent l'entrée en guerre totale d'Israël et l'invasion terrestre du Liban. Le 18 septembre, le ministre israélien de la Défense Yoav Gallant avait déclaré : « *Nous entrons dans une nouvelle phase de la guerre* », « *le centre de gravité du conflit* » se déplace de Gaza vers le Liban-Sud. Samedi toute la journée l'aviation israélienne a pilonné par des frappes innombrables plusieurs régions du Liban.

Après avoir exterminé plus de 40 000 Palestiniens, bombardé sciemment des camps de personnes déplacées indiqués comme sûrs par les autorités israéliennes et rendu impossible toute vie normale dans la bande de Gaza, l'armée israélienne a accéléré ses opérations meurtrières en Cisjordanie, poursuivant son entreprise d'éradication de la population palestinienne. Elle s'engage maintenant dans une nouvelle étape de l'escalade guerrière dans l'objectif de mettre ses adversaires et ceux des USA dont l'Iran à genoux par la menace d'une généralisation de la guerre à tout le Moyen-Orient.

La guerre israélienne au service de l'ordre des grandes puissances au Moyen-Orient

Les Etats-Unis ont eu beau exercer des pressions pour empêcher le gouvernement israélien de s'engager plus avant -ils voudraient en effet contrôler les rythmes d'une telle escalade-, Netanyahu et Gallant passent outre, mettant

en avant leur volonté d'assurer le retour des Israéliens du Nord du pays chez eux. Tout leur est permis au nom du « *droit d'Israël à se défendre* ».

Israël bénéficie d'un soutien inconditionnel des Etats-Unis et de leurs alliés dont la France, il ne peut d'ailleurs mener cette guerre que parce qu'il est armé en continu par les Etats-Unis qui le considèrent comme la pièce maîtresse de l'ordre qui garantit leur domination au Moyen-Orient contre les populations arabes.

Il y a plus d'un siècle, en 1916, l'impérialisme anglais qui dominait alors le monde avait fait le choix d'autoriser l'implantation d'un foyer juif en Palestine pour y introduire un facteur de division puis un supplétif du colonialisme britannique contre les populations arabes, avant de refuser d'y accueillir pendant la guerre les Juifs qui fuyaient les persécutions nazies. Les Etats-Unis devenus la première puissance mondiale après la guerre de 39-45, assurèrent leur mainmise sur le Moyen-Orient et ses énormes ressources pétrolières en s'assujettissant l'Arabie saoudite et l'Iran, et firent de l'État d'Israël, qui avait été créé en 1947, leur bras armé contre les régimes arabes nationalistes et tous les peuples de la région.

Après le renversement du shah d'Iran lors de la révolution de 1979 et la guerre à laquelle ils avaient poussé l'Irak contre le nouveau régime iranien en 1980 -elle dura jusqu'en 1988-, ils choisirent en 1990-91 d'attaquer l'Irak qui venait d'envahir le Koweït, à la tête d'une vaste coalition sous mandat de l'ONU, puis à nouveau en 2003 dans le même cadre que contre l'Afghanistan après le 11 Septembre 2001, la guerre contre le terrorisme, contre l'Axe du Mal. Ces guerres ont ravagé le Moyen-Orient, contribué à la naissance de l'État islamique, créé un tel chaos que les Etats-Unis ont dû se résoudre à quitter l'Irak d'abord puis l'Afghanistan. Israël est devenu ainsi non seulement le seul allié sûr des puissances occidentales dans la région mais leur place forte, le garant militaire de leurs intérêts.

L'Ukraine est devenue elle aussi garant des intérêts des puissances occidentales

La guerre d'Ukraine, aussi, a franchi ces dernières semaines de nouveaux paliers, son périmètre s'est élargi jusqu'en Russie. Sans objectif de paix si ce n'est la défaite de la Russie, sans volonté de négociation, la guerre ne peut que durer et s'étendre. Une « *guerre de libération nationale* », pour « *la liberté et l'indépendance du peuple ukrainien* », nous ressassaient les médias pour justifier l'intervention croissante de l'Otan, des Etats-Unis et de leurs alliés, pour financer, équiper et armer l'Ukraine agressée par Poutine. L'incursion ukrainienne dans la région de Kursk, en Russie, à partir du 6 août dernier, comme le fait que se discute très sérieusement parmi les dirigeants occidentaux l'idée que l'armée ukrainienne

puisse utiliser des missiles de très longue portée capables de frapper en profondeur le territoire russe, démentent cet argument de la propagande occidentale.

La guerre d'Ukraine s'inscrit dans une offensive de longue durée qui a commencé dès les lendemains de l'effondrement de l'URSS, au début des années 1990. Les dirigeants de l'Otan affichaient leur volonté d'intégrer la Russie pleinement rendue au marché capitaliste dans l'Alliance atlantique et n'ayant pu y parvenir, ils s'ingénierent à l'isoler en l'entourant d'Etats hostiles, les anciens satellites de l'URSS qui rejoignirent l'Otan en plusieurs vagues. Jusqu'à provoquer, par les menaces d'intégration des pays les plus proches de la Russie, l'Ukraine et la Géorgie, les agressions de Poutine sur ces deux pays, en Géorgie en 2008, puis en Ukraine en 2014 par l'annexion de la Crimée et l'organisation de la sécession du Donbass par des milices séparatistes qu'il soutenait en sous-main.

La politique des Etats-Unis, à la tête des puissances occidentales, a ainsi conduit à un état de guerre permanent contre la Russie pour épuiser celle-ci et faciliter leur mainmise sur l'ensemble de l'Europe de l'est et de l'ancienne URSS. L'histoire de cette escalade politique et militaire marque la responsabilité première des vieilles puissances impérialistes dans son déclenchement. Poutine est un dictateur qui n'a que mépris pour son peuple, un tyran servant des intérêts capitalistes, mu par des ressorts comparables à ceux des dirigeants des puissances occidentales. Mais ce sont bien ces dernières qui sont, dans leur volonté de maintenir et renforcer leur domination avec en ligne de mire la Chine, les principaux auteurs de guerre et leur propagande prétendant défendre les droits des peuples est un mensonge. Nous n'avons aucune solidarité avec elles, en particulier avec le gouvernement et l'État français, nous n'avons aucune raison d'accepter de payer pour la poursuite des horreurs de cette guerre dont les travailleurs, les populations d'Ukraine comme de Russie sont les victimes. C'est d'elles dont nous sommes solidaires contre leurs dirigeants et contre ceux qui les utilisent dans leur guerre par procuration.

Socialisme ou barbarie

Oui, l'ennemi est dans notre propre pays et le combat contre la guerre est indissociable du combat pour en finir avec le capitalisme et ses serviteurs, qu'ils soient français, états-uniens, ukrainiens, russes ou chinois.

Nous refusons de nous laisser enrôler par la propagande militariste au service de la défense « *des valeurs occidentales* » qui sont celles de décennies de pillage et d'exploitation des peuples qui ont subi l'esclavage colonial puis impérialiste.

La guerre est une arme dans la concurrence économique, dans la guerre économique à laquelle les travailleurs d'is-

raël et des pays arabes, d'Ukraine, de Russie sont assujettis comme ceux de France, d'Europe ou des USA. Sous le règne de la propriété capitaliste, la guerre est une arme entre les mains des États pour défendre les intérêts de leur bourgeoisie ou entre les mains des multinationales qui n'hésitent pas à employer des milices privées ou à corrompre les armées. Ainsi, dénonçant il y a peu le rôle des entreprises dans les guerres, le haut-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Türk Volker, déclarait à propos des guerres en RDC : « *En République démocratique du Congo, où je me trouvais il y a quelques mois à peine, les entreprises qui se livrent à l'accaparement de matières premières rares et précieuses sont liées à des groupes armés dont la violence prédatrice a chassé des millions de personnes de leurs terres. Actuellement, près de huit millions de personnes sont déplacées à l'intérieur de la RDC en raison du conflit.* » Et plusieurs millions y ont été tuées en trois décennies. L'accaparement des richesses y joue un rôle direct et manifeste, une prédation sans fard, elle est plus camouflée, sophistiquée, invoque des justifications fallacieuses comme le droit des peuples dont elle se joue, sous le couvert des institutions internationales qui protègent les intérêts des multinationales occidentales mais les mécanismes sont de même nature.

Le monde se trouve « *à la croisée des chemins* » et se dirige vers un « *avenir dystopique* », fait d'escalades militaires, de répression et de désinformation, avertissait le même Türk Volker le 9 septembre.

L'exacerbation de la concurrence économique, du fait de la stagnation capitaliste, de l'essoufflement de la machine à profits, trouve son prolongement dans les tensions militaires et les guerres en voie de mondialisation. Cette violence barbare alimente les forces les plus réactionnaires, elle conduit à la militarisation de la vie sociale, à la menace d'un nouveau fascisme. Elle ruine en retour la stabilité sociale dont ont besoin les classes possédantes pour se maintenir au pouvoir, met à nu leur volonté de puissance au prix du mépris des travailleurs et des peuples, de souffrances sans nom, de destructions absurdes. Elle transforme les consciences de larges masses et renforce l'idée que la paix ne peut venir que de l'intervention directe des travailleurs et des peuples pour défendre leurs propres intérêts, refuser d'être de la chair à canon et exploités pour asservir leurs frères et sœurs de classe au nom du nationalisme. Elle fait émerger le besoin de coopération et de solidarité entre les peuples, le besoin d'en finir avec la concurrence et le profit pour organiser une nouvelle façon de produire et d'échanger, elle prépare les révolutions à venir comme leur extension à l'échelle internationale.

Galia Trépère

Des violeurs en série dont Gisèle Pélicot a été la victime à l'abbé Pierre, la violence du patriarcat au cœur de la société capitaliste et de toutes les religions

« Je souhaite remercier toutes les personnes qui m'ont témoigné leur soutien depuis le début de cette épreuve et plus particulièrement celles et ceux qui ont pris le temps de se réunir samedi dernier à travers toute la France. J'ai été profondément touchée par cet élan qui me donne une responsabilité » a déclaré Gisèle Pélicot lors de la reprise lundi dernier du procès de son ex-mari Dominique Pélicot et de 51 autres hommes qui l'ont violée pendant dix ans alors qu'elle était droguée, inconsciente.

« Grâce à vous tous, j'ai la force de mener ce combat jusqu'au bout, ce combat que je dédie à toutes les personnes, femmes et hommes, qui à travers le monde sont victimes de violences sexuelles », a-t-elle poursuivi. « À toutes ces victimes, je veux leur dire aujourd'hui : Regardez autour de vous, vous n'êtes pas seules ».

Courageuse et militante, volontaire, défiant tous ceux qui voudraient faire taire les femmes, Gisèle Pélicot suscite l'admiration, la solidarité, l'envie de ne plus rester seules. Elle assume avec une humble fierté, après avoir obtenu de la justice que le procès de son ex-mari et de ses complices violeurs en série ne se tienne pas à huis clos, d'être le symbole et la porte-parole, ici en France mais aussi à travers le monde, du combat contre les violences sexistes et sexuelles.

Elle permet que ce procès fasse éclater au grand jour la violence machiste poussé à son paroxysme, le mépris des femmes profondément ancré dans la société patriarcale, la banalité des profils des violeurs, et de donner plus de force aux femmes pour que « la honte [change] de camp. »

Le courage de parler, d'affronter pour faire le procès d'une société malade

« Rien ne me gêne, monsieur le Président... » a déclaré Gisèle en commençant son témoignage à la barre du tribunal d'Avignon, durant lequel elle a fait le récit de son calvaire en affrontant courageusement le regard de ses bourreaux.

« Mon monde s'écroule, pour moi tout s'effondre, tout ce que j'ai construit en cinquante ans » explique-t-elle lorsqu'elle découvre que son « super mec » avec lequel elle formait un couple ordinaire est un agresseur sexuel, un violeur en série, qui la droguait et la livrait à d'autres violeurs qu'il recrutait sur internet, sur un site connu comme intermédiaire de pratiques illégales pornographiques et pédophiles qui n'avait jamais été inquiété.

Et ce pendant plus de dix ans, sans qu'elle-même et son propre entourage n'aient pu imaginer l'origine de ses graves problèmes de santé, ses « absences ».

Son témoignage bouleversant révolte et questionne sur ces hommes aux désirs morbides, aux fantasmes crimi-

nels, sur un tel mépris pour les femmes et une telle indifférence. Aucun parmi les quelques-uns qui ont refusé de se livrer à ces viols n'a cru bon d'alerter ni de faire arrêter l'entreprise criminelle de Dominique Pélicot dont rien n'a filtré pendant toutes ces années. La responsabilité individuelle est aussi celle de la société fondée sur le patriarcat et l'oppression des femmes.

« Hommes monstrueux ou enfants sains du patriarcat » ? (pancarte lors d'une manifestation)

Les violeurs de Mazan sont infirmier, pompier, journaliste, étudiant, artisan ou gardien de prison, des Monsieur-tout-le-monde qui se défendent de leurs actes en autant de justifications misogynes qui rabaissent la femme à un objet sexuel à leur disposition, déshumanisé, « un sac poubelle, une poupée de chiffon » dira Gisèle Pélicot.

« C'est sa femme, il fait ce qu'il veut avec sa femme », « à partir du moment où le mari était présent il n'y avait pas viol », se sont défendus certains accusés. 14 seulement sur les 51 reconnaissent le viol. Ils prétendent avoir été « trompés », eux-mêmes victimes des mensonges de Pélicot. En toute logique patriarcale, la défense a cherché à retourner la responsabilité sur la victime, un avocat insinuant qu'elle aurait pu être complice, qu'« il y a viol et viol ».

« On est entouré d'hommes pervers et dégueulasses qui déshumanisent les femmes » a écrit une internautes. Si cette affirmation relève d'une réalité vécue par de nombreuses femmes et que le mouvement Metoo a révélé dans toute sa profondeur, n'en déplaise à tous les hypocrites hostiles à la libération de la parole des femmes qui le jugent exagéré et excessif, tous les hommes ne sont pas des violeurs en puissance. Le machisme n'est pas inhérent à la nature de l'homme mais le produit de rapports sociaux fondés sur le patriarcat, l'exploitation et la propriété, et des institutions réactionnaires qui alimentent et légitiment au quotidien le mépris des femmes et des enfants, la culture du viol, la pédophilie et l'inceste. Les révélations sur l'abbé Pierre, prédateur et agresseur sexuel, couvert par l'Église jusqu'à son plus haut niveau ainsi que l'a reconnu le pape, est l'expression de ce mépris, de cette hostilité des religions envers les femmes et les enfants, de leur idéologie de domination et de soumission.

Le recul de la condition des femmes conséquence de l'offensive réactionnaire et des reculs sociaux

Les violeurs de Mazan et leurs atrocités suscitent une profonde colère en même temps qu'un sentiment d'impuissance des femmes, les violences sexistes et sexuelles

rester pour la plupart impunies, les féminicides en constante augmentation. Chaque année, plus de 200 000 femmes sont victimes de viols ou tentatives de viol, pour lesquels peu portent plainte et dont 94 % sont classées sans suite. Plus d'une centaine de femmes sont tuées par leur conjoint ou ex-conjoint chaque année, sans avoir été protégées.

Des organisations féministes revendiquent des mesures punitives plus dures comme la criminalisation des violences sexuelles que sont les féminicides et l'inceste, l'allongement ou la suppression des délais de prescription, les viols jugés en cours d'assises. Le fait que le viol, les violences faites aux femmes soient une réalité inhérente à la société d'exploitation et d'oppression n'excuse en rien les criminels et leur responsabilité individuelle, ils doivent être sanctionnés, mais la seule réponse répressive ne peut apporter de solution à ce fléau social.

Selon le rapport du Haut-Commissariat à l'Égalité en 2024, « *les réflexes masculinistes et les comportements machistes s'ancrent, en particulier chez les jeunes hommes adultes, pendant que l'assignation des femmes à la sphère domestique et au rôle maternel regagne du terrain* ». Ce recul est une des conséquences de la violence sociale et de la montée des idées réactionnaires, qui s'exerce d'autant plus contre les plus pauvres, les plus faibles, contre lesquels la société retourne la responsabilité de sa propre faillite. Aussi indispensable que soit la réponse judiciaire et répressive, combattre la domination masculine et ses crimes, c'est combattre les rapports de domination et d'exploitation, les rapports de propriété et de leur complément, le patriarcat.

Un combat révolutionnaire sans frontières

« *Nos corps ne sont pas des objets. On est tous·tes Gisèle* » ont crié des dizaines de milliers de femmes « *dégoûtées et en rage* » descendues dans la rue samedi 12 à Paris,

Marseille, Rennes, Bordeaux, Strasbourg... à l'appel d'associations féministes et d'influenceuses très suivies, en solidarité avec Gisèle et avec toutes les victimes anonymes auxquelles étaient destinées leurs pancartes « *Violleur, on te voit, victime, on te croit !* ».

Le retentissement du procès de Gisèle Pélicot est mondial et s'inscrit dans le combat des femmes à travers le monde contre les violences qui leur sont infligées par les hommes, conséquences de l'exploitation, de leur oppression par les religions, les Etats et le capitalisme.

C'est le combat des jeunes filles qui en Iran ont brûlé leur voile et défié les autorités après l'assassinat de Jina Mahsa Amini, le 16 septembre 2022, un raz-de-marée qui a secoué tout le pays. « *Femme, vie, liberté* » s'inscrit dans le mouvement mondial des femmes qui dépasse les frontières, de l'Argentine à l'Inde où le soulèvement populaire du mois d'août dernier contre les violences faites aux femmes à la suite du viol et du meurtre d'une médecin au sein de son hôpital, a posé non seulement le problème des conditions de travail au sein de services publics du pays, délabrés et insécures, mais plus globalement de l'exploitation forcée des travailleurs et des pauvres dont les femmes sont les premières victimes.

La portée révolutionnaire du combat démocratique des femmes réside en ce qu'il est indispensable à l'émancipation de toute l'humanité. En s'émancipant de la domination masculine, en la brisant, en l'extirpant des rapports sociaux, les luttes des femmes les libèrent elles-mêmes mais elles libèrent aussi l'ensemble des prolétaires des préjugés que nourrissent les rapports d'oppression et d'exploitation, y compris au sein des classes dominées, y compris parmi leurs victimes. Le mouvement des femmes contre le patriarcat est porteur de l'émancipation de toute la société.

Christine Héraud